

Recherches sociographiques



André BERNARD, *Québec : élections 1976*

Réjean Pelletier

Volume 18, numéro 2, 1977

Réseaux et groupes informels

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055756ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055756ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pelletier, R. (1977). Compte rendu de [André BERNARD, *Québec : élections 1976*]. *Recherches sociographiques*, 18(2), 315–317. <https://doi.org/10.7202/055756ar>

imposent de nouvelles orientations politiques. Au sein du bloc de groupes qui assument le pouvoir, l'aspect nouveau au début du XX^e siècle est sans contredit le rôle politique plus direct autour de l'État des représentants du capital et peut-être davantage de ceux de la petite bourgeoisie qui se placent dans l'orbite de la bourgeoisie nationale et étrangère. Le livre de Roby nous situe à un moment où le clergé et les forces nationalistes apprennent les effets d'une nouvelle étape du développement capitaliste. Ils trouveront plus tard les accommodements qui s'imposent quant à leur position respective. Dans le contexte d'une société dominée par les rapports de production capitalistes, on ne saurait prétendre à l'autonomie de l'idéologie clérico-nationaliste ou simplement nationaliste; l'une comme l'autre s'articulent à l'idéologie bourgeoise, la seule qui soit dominante. Parler comme d'autres l'ont fait pour la seconde moitié du XIX^e siècle, d'une idéologie cléricale dominante est insoutenable. On doit pouvoir reconnaître les idéologies subsidiaires, les conditions d'alliances des groupes qui partagent le pouvoir et les justifications idéologiques de ce partage.

Le livre de Roby aurait pu tout aussi bien s'intituler : les investissements américains et la question nationale. Son livre nous fait découvrir à travers les spasmes d'une économie en développement les alignements des principales forces sociales sur la grande question de la destinée collective. Il souligne par le fait même l'urgence d'une meilleure connaissance de la structure du pouvoir dans le Québec du XX^e siècle. On pourra toujours reprocher à Roby dans ce livre, un des livres majeurs des dernières années, de n'être pas allé au-delà, justement, des perceptions. Il reste encore à creuser la dynamique sociale et à percer le rideau occulte des justifications idéologiques qui masque le rôle réel de la bourgeoisie et des éléments qui lui sont inféodés, heureux ou pas de l'être. Mais pour cela il faut reconnaître les limites de la recherche empirique. Pour aller plus loin dans l'analyse des idéologies, il manque au livre de Roby une démarche théorique qui eut ambitionné une appréhension plus globale du phénomène de développement, de manière à mieux faire ressortir les véritables agents et le modèle de ce développement.

Normand SÉGUIN

*Département des sciences humaines,
Université du Québec à Trois-Rivières.*

André BERNARD, *Québec : élections 1976*, Montréal, Hurtubise HMH, 1976, 173p. (« Cahiers du Québec : science politique ».)

On n'est pas habitué au Québec à lire des ouvrages qui sont des reportages à chaud d'un événement important, contrairement à la situation française par exemple où l'on s'arrache pratiquement le marché de lecteurs que peut susciter une crise ou un événement majeur. Le livre que nous présente André Bernard sur les élections du 15 novembre 1976 vient justement rompre avec cette tradition.

Mais en même temps, si l'on peut remarquer la rapidité avec laquelle le manuscrit a été remis à l'éditeur, il faut aussi souligner qu'un tel reportage à chaud pouvait difficilement déboucher sur une analyse en profondeur de cette élection et sur une interprétation véritable de cet événement. On y retrouve plutôt une étude de la campagne électorale, de son déroulement et des résultats obtenus par chacun des partis politiques, présentée sous la forme d'un dossier renfermant les données essentielles de cette élection.

Ce qui marque à la fois l'intérêt et les limites d'un tel dossier. Si l'on y retrouve des données intéressantes sur la campagne électorale, sur les thèmes majeurs qui y ont été abordés, sur l'organisation et le financement des partis, sur les éléments importants des différents pro-

grammes présentés à l'électorat, on peut aussi déplorer certaines faiblesses dans l'analyse des facteurs qui ont pu contribuer à la victoire du Parti québécois. Il manquait certes le recul du temps pour pondérer ces différents facteurs et surtout pour dégager des éléments dominants d'interprétation.

Lorsque l'on évalue l'ouvrage par rapport aux objectifs que s'était fixés l'auteur, soit « de montrer en quoi l'élection de 1976 a pu être une élection décisive pour la société québécoise et de montrer pourquoi son issue a semblé si incertaine » (p. 19), on constate que le second objectif a été beaucoup mieux atteint que le premier. S'arrêtant à un premier facteur d'incertitude qui tient au mode de scrutin uninominal à un tour, André Bernard analyse en détail, statistiques et exemples à l'appui, le mécanisme de distribution des sièges pour conclure à l'effet prédominant du mode de scrutin sur la carte électorale.

Par la suite, l'auteur s'attache à un second facteur d'incertitude qui préoccupait davantage les militants des différents partis : l'évolution des intentions de vote révélée par plusieurs sondages pré-électorales. Cette évolution se confirme et se précise au cours de la campagne électorale si bien que quelques jours avant le 15 novembre, l'issue semble de moins en moins incertaine et que l'on peut se risquer à prévoir une victoire du Parti québécois surtout sur la base de l'insatisfaction à l'endroit du gouvernement Bourassa et en dépit du paradoxe voulant que les électeurs eux-mêmes s'attendaient à une réélection du gouvernement sortant.

Malgré tout, l'élection du Parti québécois n'est pas aussi massive qu'on aurait pu le croire compte tenu du mécontentement très vif à l'égard du gouvernement et de son chef en particulier et du travail accompli par les militants du P.Q. Comme toujours avec un tel mode de scrutin, c'est beaucoup plus les suffrages populaires obtenus par le Parti québécois que le nombre de sièges qui doit retenir notre attention. Ce qui frappe à ce niveau, c'est justement la résistance d'une bonne partie de l'électorat à appuyer le P.Q. qui lui promet un référendum pour l'avenir et un « bon gouvernement » dans l'immédiat, alors que l'Union nationale réussit à canaliser le vote de cette partie de la population mécontente du gouvernement Bourassa, mais encore incapable d'appuyer le P.Q. La présence d'une Union nationale ressuscitée et renouvelée en partie constituait aussi une incertitude au cours de la campagne et au moment du scrutin.

Mais lorsqu'il s'agit de voir en quoi l'élection de 1976 a pu être « une élection décisive pour la société québécoise », on constate rapidement que l'auteur a plutôt abordé ce thème en filigrane tout au long de son étude et que l'on ne voit vraiment pas, sinon par intuition, en quoi cette élection a été si décisive. Il aurait fallu justement montrer qu'elle a été décisive d'abord pour les partis politiques qui s'affrontaient dans l'arène électorale : pour le Parti québécois qu'une nouvelle défaite aurait pu diviser et affaiblir; pour le Parti libéral qui aurait dû surmonter sa crise de leadership et préciser davantage son option constitutionnelle; pour l'Union nationale dont la résurrection aurait pu être de courte durée. . . Décisive aussi pour la population québécoise elle-même, tant francophone qu'anglophone, qui aurait à se prononcer dans un avenir plus ou moins rapproché sur l'orientation politique du Québec et sur le maintien de ses liens avec le reste du Canada. Décisive enfin pour le fédéralisme canadien qui était remis en cause par le Parti québécois et qui était appelé à subir des transformations profondes s'il voulait survivre, ce qui impliquait une action significative du gouvernement fédéral et de celui des autres provinces.

C'est précisément ce que j'aurais aimé retrouver en conclusion de ce petit volume. En plus des facteurs qui pouvaient expliquer la victoire du Parti québécois, il aurait fallu faire ressortir davantage que les résultats du 15 novembre 1976 engageaient l'avenir de la société québécoise et que cette élection ne pouvait avoir que des conséquences importantes tant pour les partis politiques provinciaux que pour la population québécoise et le fédéralisme canadien.

En dépit de ces lacunes, l'ouvrage d'André Bernard fourmille de données intéressantes et constitue certainement un dossier utile et nécessaire pour tous ceux qui veulent en savoir plus long sur cette « élection décisive » ou qui voudront plus tard se pencher de nouveau sur cette date historique.

Réjean PELLETIER

*Département de science politique,
Université Laval.*

Caroline ANDREW, André BLAIS et Robert DESROSIERS, *Les élites politiques, les bas-salariés et la politique du logement à Hull*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976, 272p.

Dans cette étude riche de détails, trois politicologues essaient d'expliquer « la politique adoptée par les élites politiques hulloises vis-à-vis la situation du logement des bas-salariés à Hull » (p. 9). Dès le premier chapitre, les principaux éléments de la recherche sont identifiés avant d'être repris de façon plus détaillée dans les chapitres suivants. Bien que les auteurs n'utilisent pas, de leur propre aveu, un cadre théorique très serré ils privilégient toutefois une perspective cybernétique empruntée à Lucien Mehl. Les sélecteurs (politiciens) décideraient des politiques du logement municipal en fonction des informations qu'ils obtiennent des transducteurs (administrateurs) et des effecteurs (bas-salariés). Notons que les auteurs prennent leur distance vis-à-vis du schéma principal de Mehl en reliant directement sélecteur à effecteur.

Le second chapitre nous présente l'arrière-plan institutionnel et situe l'autonomie municipale en matière de logement public par rapport aux institutions fédérales et provinciales. Puis au chapitre trois, le milieu hullois, après avoir été comparé à Montréal, Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières, est qualifié de prospère au plan socio-économique mais cet avantage sur les autres municipalités ne se répercuterait pas sur la dimension habitat. Voilà un phénomène curieux qui aurait mérité d'être étudié mais ce qui intéresse vraiment les auteurs, c'est la politique hulloise envers la partie la plus ancienne de la ville, l'île de Hull, où la situation du logement serait encore plus précaire que dans le reste de la ville. « L'île de Hull est essentiellement un milieu de classes populaires. » Lorsque les auteurs parlent des bas-salariés, ils entendent par là les habitants de l'île de Hull. La catégorie « les bas-salariés » n'est pas définie par le revenu mais par le lieu de résidence. Les auteurs justifient ce découpage en alléguant que « le problème du logement se pose fondamentalement dans sa dimension spatiale » (p. 11). Cependant, il faut garder en mémoire que plus du quart (26,1%) de leurs bas-salariés gagnaient \$ 10 000 et plus en 1971 ! (tableau 3.5)

L'île de Hull ayant fait l'objet d'une opération de « rénovation urbaine » (chapitre quatre, dû à Serge Bordeleau), il devenait pertinent dans la perspective des auteurs de s'intéresser aux perceptions et attitudes de ses habitants vis-à-vis les changements occasionnés par cette opération de rénovation.

De façon générale, les gens de l'île de Hull (échantillon au hasard de quatre cents personnes) apporteraient leur appui au développement urbain, ne feraient pas le lien entre la transformation globale de l'île et la situation du logement et seraient résignés devant l'éventualité d'être expropriés. Pourtant la majorité souhaite demeurer résidente de l'île. Les liens communautaires n'y seraient pas très forts. L'étude nous fournit aussi des informations sur les locataires expropriés. Les familles expropriées accordent désormais une plus grande partie de leur revenu à l'habitation sans compter que, pour plusieurs, les dépenses dues au transport ont aussi augmenté. Pour ces expropriés toutefois, les conditions de l'habitat se seraient améliorées. Pour les auteurs cependant, « tout compte fait, les bénéfices apportés par l'expropriation sont nette-